



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD

L'INEXTRICABILITÉ DES INTÉRÊTS DE LA FAMILLE TRUMP AU MOYEN-ORIENT : LA PRIVATISATION DES FONCTIONS DIPLOMATIQUES ÉTATSUNIENNES

Jonathan Bonjean / Chargé de cours et analyste

Juillet 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Jonathan Bonjean / Chargé de cours et analyste



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Souvent évoqués de manière vague, les conflits d'intérêts qui peuvent caractériser les proches de Donald Trump sont rarement décrits dans leur logique d'ensemble et leur profondeur. Ce défaut d'investigations contribue à minimiser ce phénomène et le banalise. Cette note a pour objet de cartographier les éléments les plus saillants de cette confusion entre intérêts privés et politique étrangère étatsunienne au Moyen-Orient, en contextualisant leur dynamique et leur chronologie.

La *National Security Strategy* rendue publique en décembre 2025 par la seconde administration Trump dessinait une carte du monde découpée en deux hémisphères divisés par un axe Est-Ouest se substituant au conventionnel axe Nord-Sud. Ce document de rupture assumait ainsi l'ambition de bâtir un nouvel ordre géographique et cognitif en s'octroyant le pouvoir de normer la cartographie du monde et d'en nommer ses régions. Fonction essentielle de la puissance selon les anciens ordres impériaux, la stratégie américaine s'efforce ici d'imposer son registre sémantique tout en définissant le périmètre de ses intérêts face à son compétiteur chinois.

Mais contrairement au Traité de Tordesillas, parfois évoqué en comparaison, le texte se garde bien de définir un méridien localisant précisément cet axe sanctionnant la distribution de la puissance¹. On pourra objecter que le partage du monde ne se décrète pas seul. Néanmoins, au regard des traditions étatsuniennes en matière de géostratégie, cet argument semble peu convaincant.

Cette ambiguïté, qui ne peut être que volontaire, a sans doute une autre explication. Entre hémisphère Est et hémisphère Ouest, comment situer le Moyen-Orient, et en particulier Israël ainsi que les puissants partenaires du Golfe ? La récente guerre du détroit entre Israël, Iran et États-Unis apparaissait dès son déclenchement en contradiction avec les priorités politiques promises à l'électorat MAGA. Or, après la fin de l'éphémère accord de cessez-le-feu décrétée par le président Trump le 8 juillet, le scénario de l'enlèvement tant redouté par l'électorat américain constitue un véritable risque. Une telle perspective serait tout à fait désastreuse pour l'ordre économique mondial et compliquerait l'avenir politique du président américain.

Afin d'éclairer le positionnement étatsunien, il peut être utile d'envisager les logiques privées relevant de l'entourage du président dans cet ensemble régional. Le facteur israélien est bien

¹ Le « corollaire Trump à la doctrine Monroe » suggère une attention centrée sur le continent étatsunien, mais les priorités stratégiques évoquent par ailleurs la « restauration de l'identité européenne et d'une confiance en soi de la civilisation européenne » ou la nécessité « d'empêcher un pouvoir adverse de dominer le Moyen-Orient, ses réserves de pétrole et de gaz et les goulots d'étranglement qu'ils empruntent ». The White House, *National Security Strategy of the United States of America* (Washington : novembre 2025), <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf>

sûr le premier déterminant géostratégique de l'implication des États-Unis dans ce conflit, ce qui est largement commenté. Mais ce facteur israélien peut également s'inscrire dans ce vaste enchevêtrement d'intérêts privés liant de manière inextricable la famille élargie de Donald Trump au Moyen-Orient.

Qu'il s'agisse de Jared Kushner, Steve Witkoff ou d'Eric et Donald Trump Jr, tous ont lié leurs affaires à des entreprises israéliennes ou à des sociétés et des fonds souverains émiratis, qataris, ou saoudiens. Ces derniers en particulier rivalisent de prodigalités afin de susciter la bienveillance de Washington et ont considérablement investi dans cette politique d'influence et de contre-influence. Cette mise en concurrence des puissances régionales par des logiques privées relevant de l'entourage présidentiel constitue un élément de compréhension de ce conflit comme d'un certain nombre de décisions politiques de Washington relatives à la région.

LES PROCHES DE DONALD TRUMP, SOUTIENS POLITIQUES LES PLUS FIABLES D'UN *OUTSIDER*

Trahi par ses alliés à plusieurs reprises, victime de différentes tentatives d'assassinats, impliqués dans plusieurs affaires judiciaires, Donald Trump est incontestablement un survivant.

Parfois considéré comme un « *petit milliardaire* », un *outsider* ou un braconnier politique étranger aux dynasties républicaines et démocrates, sa non-appartenance à l'*establishment* politique étatsunien est une des sources essentielles de son autorité.

Mais cette solitude est également une vulnérabilité. Comment sécuriser des soutiens de confiance au sein de l'élite politique et administrative du pays en prétendant incarner la rupture avec ces mêmes élites ? S'appuyer sur des membres de sa famille afin de gouverner constitue en premier lieu le besoin d'un dirigeant largement étranger à la sociologie du pouvoir politique étatsunien, et fragilisé par ce défaut de soutiens. Mais en retour, ces proches de Donald Trump ne manquent pas de monnayer ou tout simplement de tirer parti d'un tel soutien en mettant les puissants leviers du pouvoir présidentiel au service de leurs entreprises privées.

Les protagonistes de cet examen non-exhaustif ont déjà été évoqués plus haut. Outre Donald Trump lui-même, il convient de mentionner d'une part le tandem Jared Kushner-Steve Witkoff et d'autre part les fils de Donald Trump, Eric et Donald Jr. Ces deux couples semblent en effet s'être réparti les territoires de chasse et les fonctions au sein de cette géographie. Ces logiques

d'intérêts s'adaptent aux circonstances autant qu'ils s'efforcent de les façonner, non sans quelques conflits intérieurs et contradictions. Les cas de Steve Witkoff et de Jared Kushner sont ici révélateurs.

JARED KUSHNER ET STEVE WITKOFF, LES *MISSI DOMINICI* INVESTISSEURS ET DIPLOMATES

Jared Kushner et Steve Witkoff, inséparables partenaires de la diplomatie personnelle de Donald Trump constitue un aspect essentiel de la présence de la famille Trump au Moyen-Orient. Comme pour les *missi dominici* de l'empire carolingien, allant toujours par deux, une des raisons d'être de cet étrange binôme de promoteurs immobiliers-investisseurs-diplomates est sans doute une forme de surveillance mutuelle.

Afin de comprendre ce duo, il apparaît nécessaire de remonter séparément le fil des deux parcours composant ce couple.

Jared Kushner, de l'immobilier new-yorkais à la Maison-Blanche

Jared Kushner est issu d'une famille juive d'Europe centrale et orientale ayant survécu à la politique d'extermination entreprise par le régime nazi. Après l'émigration de sa famille aux États-Unis en 1949, son grand-père Joseph et son père Charles² y bâtissent un puissant empire immobilier dont Jared deviendra l'héritier. Mécènes influents, les Kushner sont de longue date proches de Benjamin Netanyahu³. En 2009, Jared épouse Ivanka Trump, fille d'un autre promoteur immobilier.

Quand Donald Trump est élu pour la première fois président des États-Unis d'Amérique en 2016, l'alliance réalisée entre deux familles de magnats de l'immobilier new-yorkais à travers ce mariage prend une autre signification. D'immenses perspectives s'ouvrent à l'entourage le plus proche du président et aux jeunes époux.

Jared Kushner, fort de son réseau et du soutien apporté à son beau-père pendant la campagne est nommé *Senior Advisor of the President of The United States* en janvier 2017. En mars 2017,

² Charles Kushner, fut nommé en avril 2024 ambassadeur des États-Unis en France. Il dénonça vivement la reconnaissance de l'État palestinien par la France et refusa de se rendre aux convocations envoyées par le Quai d'Orsay en plusieurs occasions : après la publication d'une lettre ouverte publiée en août 2025, accusant la France de soutenir l'idée d'un État palestinien et de ne pas lutter suffisamment contre l'antisémitisme, et suite à des propos tenus après la mort du militant Quentin Deranque en février 2026.

³ Ron Kampeas, « When Benjamin Netanyahu slept at the Kushners — media tales of Trump's Jewish confidantes », *The Jerusalem Post*, 14 février 2017, <https://www.jpost.com/american-politics/when-netanyahu-slept-at-the-kushners-and-other-media-tales-of-trumps-jewish-confidantes-481486>.

il rencontre à Washington un certain Mohammed ben Salmane, fils du roi Salmane et ministre de la Défense d'Arabie saoudite. Celui-ci n'est pas encore désigné comme l'héritier au trône de la puissante monarchie pétrolière.

Des fonctions politiques inséparables de logiques privées

Jared Kushner a sans doute joué un rôle dans la décision présidentielle désignant l'Arabie saoudite comme destination de la première visite officielle de Donald Trump dans un pays étranger en tant que président des États-Unis, le 20 mai 2017. Un mois plus tard, le 21 juin 2017, Mohammed ben Salmane est officiellement désigné prince héritier d'Arabie saoudite, contre les usages adelphiques jusqu'alors en vigueur dans le royaume⁴. Cette rupture de l'ordre de succession traditionnel intervient quelques jours après le début de l'embargo décrété à l'encontre du Qatar par le Bahreïn, l'Égypte, les Émirats arabes unis sur une initiative de l'Arabie saoudite, soutenue par Donald Trump.

Cette politique d'embargo menée contre le Qatar a stimulé de manière significative la compétition entre États de la péninsule arabique pour s'attirer les faveurs de Washington. Le Qatar en particulier, adapta dès lors considérablement sa stratégie d'influence en ciblant certains personnages de l'entourage de Trump, et en particulier Steve Witkoff et Jared Kushner.

Kushner Companies, dirigée par Jared depuis le retrait de son père, était depuis plusieurs années en difficulté suite à un investissement réalisé au plus fort des prix de l'immobilier quelques temps avant le début de la crise des *Subprimes*. En janvier 2007, afin d'acquérir un immeuble de bureaux de Manhattan, le *666th fifth Avenue*, le groupe débourse le montant considérable d'1,8 milliard de dollars américains (US\$). *Kushner Companies* investit 500 millions US\$ en fonds propres et contracte 1,3 milliard US\$ de dette. Or avec la chute des prix de l'immobilier consécutifs à la crise financière de 2008, cette acquisition s'avère désastreuse pour *Kushner Companies*, qui ne parvient à trouver les fonds nécessaires au remboursement de sa dette.

Une négociation entreprise en ce sens par Kushner en 2015 avec Sheikh Hamad ben Jassim al-Thani, ancien dirigeant du puissant Fonds Souverain qatari, *Qatar Investment Authority* (QIA),

⁴ L'ordre de succession dit adelphique se définit par transmission du pouvoir de frère en frère. Avant Mohammed ben Salmane, tous les princes héritiers du royaume furent des fils du fondateur Ibn Saoud. Hérité du rude mode de vie bédouin, marqué par une faible espérance de vie et une forte mortalité infantile, il favorisa à l'inverse une certaine gérontocratie chez les Saoud.

n'avait pas abouti⁵. En revanche, en août 2018, dans ce contexte d'isolement du Qatar, *Kushner Companies* obtient un accord de bail de 99 ans pour le *666th* auprès de *Brookfield Asset Management* pour un montant de 1,1 milliard US\$, au sein duquel le QIA est un des plus importants investisseurs⁶.

Quelques mois plus tard, en novembre, un autre fonds d'investissement possédant d'importants liens avec le Qatar, *Appollo Global Management*, accorde un prêt de 300 millions US\$ au groupe de la famille Kushner. Forte de ces soutiens, celle-ci peut à présent solder sa dette et retrouver une crédibilité auprès des partenaires d'affaires⁷.

Marc Rowan, le fondateur et dirigeant historique d'*Appollo Global Management*, toujours en fonction, a été nommé, le 17 janvier 2026, au sein de l'*Executive Board* et du *Gaza Executive Board* du *Board of Peace*, créature diplomatique de l'administration Trump, officiellement chargée de coordonner la reconstruction de la bande de Gaza. Ce narratif, tout comme la présence de ce professionnel de la finance et dirigeant d'un fonds d'investissement à une des plus hautes fonctions de ce *Board of Peace* interroge.

Un financier privé semble ici se substituer aux bailleurs de fonds institutionnels généralement associés aux mécanismes multilatéraux, tels que la Banque Mondiale, le FMI ou encore la Banque européenne d'Investissement. Ce procédé s'inscrit indéniablement dans la logique de marginalisation des institutions de coopération internationale créées après la Seconde Guerre mondiale poursuivie par Donald Trump. Mais cette nomination n'aurait-elle pas également vocation à placer un soutien de longue date dans une position éminemment favorable pour un dirigeant de *Private Equity* ? Elle relève quoi qu'il en soit d'une logique de conflit d'intérêts la plus flagrante, autorisant notamment Marc Rowan à associer son fonds *Appollo Global Management* à des partenariats publics-privés de grande ampleur et de considérables opérations financières sous mandat du *Board of Peace* et indirectement, des Nations Unies.

Quant au Qatar, il sera peu à peu restauré dans son intégrité diplomatique avant le rétablissement officiel des relations diplomatiques entre l'émirat et ses voisins du Golfe le 5 juin 2021.

⁵ Michael Kranish et Karen DeYoung, « Kushner Companies confirms meeting with Qatar on financing », *The Washington Post*, 19 mars 2018, https://www.washingtonpost.com/politics/kushner-companies-confirms-meeting-with-qatar-on-financing/2018/03/18/55e281ac-1e3c-11e8-9de1-147dd2df3829_story.html.

⁶ Ryan Goodman et Julia Brooks, « Timeline on Jared Kushner, Qatar, 666 Fifth Avenue, and White House Policy », *Just security*, 11 mars 2020, <https://www.justsecurity.org/69094/timeline-on-jared-kushner-qatar-666-fifth-avenue-and-white-house-policy/> ; Charles V. Bagli et Kate Kelly, « Deal Gives Kushners Cash Infusion on 666 Fifth Avenue », *The New York Times*, 3 août 2018, <https://www.nytimes.com/2018/08/03/nyregion/kushners-building-fifth-avenue-brookfield-lease.html>.

⁷ *Ibid.*

Un rôle décisif dans la signature des Accords d'Abraham

Dans les mois qui s'ensuivront, Jared Kushner, se montrera une des forces motrices de l'architecture et de la signature des Accords d'Abraham en septembre 2020, sanctionnant la reconnaissance de l'État d'Israël par les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Maroc et le Soudan. D'inspiration néo-conservatrice, ce plan constitue en quelque sorte une reproduction moins grandiloquente, sensiblement moins militarisée, du *Great Middle East* des faucons de l'administration Bush fils. Ces derniers entendaient façonner un Moyen-Orient à l'image des États-Unis, démocratique et propice aux investissements, réunissant les pays arabo-musulmans et Israël.

L'esprit des Accords d'Abraham assignait la reconnaissance d'Israël comme condition politique préalable et retranchait la démocratie de l'équation politique en plaçant les investissements et les affaires comme meilleure garantie de la paix. Misant sur l'autoritarisme au détriment de la démocratie, les défenseurs de ces accords pouvaient se prévaloir d'une lucidité enseignée par les désastres irakiens et afghans : la démocratie ne peut être imposée comme une greffe artificiellement apposée sur un organisme historiquement autoritaire.

À la lumière des événements ultérieurs, cette posture de lucidité sera également démentie, comme naguère l'ambition du *Great Middle East*. Ceci peut en partie s'expliquer par le simple fait que la stabilité politique et un environnement propice aux investissements ne se décrètent pas lors de comités diplomatiques et à *fortiori* de manière si rapide et précipitée. Le pari de la vitesse au détriment du temps long, réalisé dans le déni de la question palestinienne s'est avéré la principale faiblesse de l'édifice.

Néanmoins, à l'époque de la signature des Accords, l'enthousiasme des parties prenantes est manifeste. Le 7 octobre n'a pas encore eu lieu et l'Arabie saoudite constitue l'ultime promesse du nouveau cadre diplomatique posé par les accords. Néanmoins, en tant que Gardien des Lieux Saints de l'Islam, et conscient du mécontentement de ses sujets à l'égard de la politique menée par Israël à l'encontre des populations palestiniennes, Mohammed ben Salmane ne peut alors s'y résoudre.

Affinity Partners

Toutefois, si le prince s'oppose à cette reconnaissance diplomatique officielle, en juillet 2021, le fonds souverain saoudien *Public Investment Funds* (PIF), dont ben Salmane est le dirigeant, consent à investir 2 milliards US\$ dans le fonds d'investissement tout juste créé par Jared Kushner, *Affinity Partners*. Donald Trump a quitté le pouvoir, mais la logique des affaires suit

son imperturbable cours. Le jeune souverain *de facto* récompense alors quelqu'un qui l'a soutenu dans sa conquête du pouvoir et durant l'embarrassante affaire Khashoggi.

Mais un tel geste est également une forme d'investissement. Donald Trump ne fait-il pas l'objet d'un soutien massif aux États-Unis, en dépit de l'élection de Joe Biden ? Surtout, Israël demeure un incontournable voisin pour l'Arabie saoudite hostile à l'Iran et au terrorisme d'inspiration djihadiste. Mohamed ben Salmane rêve de grands projets et développe alors son ambitieuse Vision 2030, pour lesquels il a besoin d'investissements et donc d'un écosystème susceptible d'accueillir l'innovation et la ressource humaine la plus qualifiée.

Indépendamment de Donald Trump, le cadre politique, économique et narratif défini par les Accords d'Abraham demeure et ben Salmane est loin d'y être insensible⁸. Celui-ci déclarait sur *Fox News*, le 20 septembre 2023, se « *rapprocher chaque jour* » d'un accord majeur avec Israël. Les attaques menées par le Hamas en Israël le 7 octobre suivant et leurs conséquences empêcheront jusqu'à aujourd'hui toute concrétisation de ce processus. Néanmoins, aujourd'hui comme à l'époque de cette déclaration, le prince saoudien a grand besoin d'investisseurs capables d'assumer certains risques financiers pour lui, et c'est précisément la fonction des fonds de *Private Equity* tel qu'*Affinity Partners*.

Grâce à ces financements saoudiens, et par la suite d'autres levées de fonds, réalisées notamment auprès du *Qatar Investment Authority* ou de *Lunate*, un fonds d'investissement émirati directement financé par l'*Abu Dhabi Investment Authority*, fonds souverain émirati, *Affinity Partners* a pu réaliser des investissements considérables. En septembre 2025, fut notamment menée l'acquisition du géant du jeu vidéo *Electronics Arts*, en partenariat avec le fonds souverain saoudien et Silver Lake, autre fonds d'investissements, pour 55 milliards US\$⁹.

En septembre 2024, le sénateur démocrate Ron Wyden, à la tête du Comité des Finances du Sénat américain avait pointé une situation de conflits d'intérêts au regard des activités d'*Affinity Partners*, lesquelles pourraient « *ne pas être motivées par des considérations commerciales, mais plutôt par l'opportunité de verser l'argent de gouvernements étrangers à des membres de la famille du président, à savoir Jared Kushner et Ivanka Trump*¹⁰ ». Selon

⁸ « Mohammed bin Salman: We aren't proud of all of our laws in Saudi Arabia », *Fox News Video*, 21 septembre 2023, <https://www.foxnews.com/video/6337519179112?msocid=2bd192afa8926119359184bba9b36085>.

⁹ « EA Announces Agreement to be Acquired by PIF, Silver Lake, and Affinity Partners for \$55 Billion », *Electronic Arts*, 29 septembre 2025, <https://news.ea.com/press-releases/press-releases-details/2025/EA-Announces-Agreement-to-be-Acquired-by-PIF-Silver-Lake-and-Affinity-Partners-for-55-Billion/default.aspx>.

¹⁰ United States Senat, *Chairman Wyden to Affinity Partners* (Washington : 24 septembre 2024), https://www.finance.senate.gov/imo/media/doc/chairman_wyden_to_affinity_partnerspdf.pdf.

cette accusation, 157,5 millions US\$ de commissions auraient été versées à *Affinity Partners* par le PIF, les fonds souverains qataris, émiratis, ainsi que le milliardaire taïwanais Terry Gou.

Affinity Partners apporterait ainsi un cadre légal permettant de contourner le *Foreign Agents Legislation Act*, destiné à encadrer les obligations des représentants de gouvernements étrangers. Jared Kushner s'est toujours défendu de ces accusations en soulignant qu'il n'avait pris part à aucune fonction politique depuis la réélection de Donald Trump et son entrée en fonction en janvier 2025. Ce qui n'est pas tout à fait exact, au regard de son importante activité diplomatique.

Tout particulièrement, un des investissements réalisés par *Affinity Partners* doit être signalé. En ce même mois de janvier 2025, alors que son beau-père entrait une nouvelle fois à la Maison-Blanche, *Affinity Partners* faisait l'acquisition de 10 % des parts d'un fonds d'investissement israélien, *Phoenix Financial*¹¹. Ce fonds et une de ses succursales, *Phoenix Investment House* sont eux-mêmes actionnaires de onze entreprises particulièrement impliquées dans l'économie de la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Ces entreprises, du bâtiment, des télécommunications ou relevant du secteur des transports, ont été identifiées par le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) dans le cadre de résolutions votées en 2016 et 2023 visant à recenser les entreprises impliquées dans des activités dans les territoires palestiniens occupés, en Cisjordanie et Jérusalem-Est¹².

Depuis janvier 2025, le cours de l'action de *Phoenix Holding* a triplé¹³. Les marchés semblent donc adhérer à l'hypothèse d'une poursuite accrue de la colonisation de la Cisjordanie. L'observation des faits leur donne raison. Avec le soutien tacite des États-Unis, la colonisation de la Cisjordanie ne cesse de progresser et les entreprises impliquées dans ce processus sont amenées à croître.

Steve Witkoff, le vieux compagnon de route de Donald Trump

Né en 1957 dans le Bronx, Steve Witkoff est une autre figure de l'immobilier new-yorkais. Avocat d'affaires spécialisé dans les questions immobilières et promoteur par la suite, il se lie à Donald Trump au milieu des années 80. De la même génération que le président américain,

¹¹ Simon Hooper et Dania Akkad, « Gulf states linked to Israeli businesses on UN settlements blacklist », *Middle East Eye*, 13 mars 2025, <https://www.middleeasteye.net/news/gulf-states-linked-through-kushner-israeli-businesses-un-settlements-blacklist>.

¹² « Database of Business Enterprises Pursuant to Human Rights Council Resolutions 31/36 and 53/25 », *Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme* (OHCHR), consulté le 9 juin 2026, <https://www.ohchr.org/en/business/bhr-database>.

¹³ « Phoenix Charts System », *Tel Aviv stock exchange*, 2026, https://market.tase.co.il/en/market_data/security/767012/graph.

l'un et l'autre ont traversé différents cycles de l'histoire new-yorkaise, expérience dont ils tirèrent une certaine fortune et une importante leçon : des appartements délabrés par des années de crise économique et au coût devenu dérisoire peuvent être transformés en luxueuses résidences ou hôtels haut de gamme revendus beaucoup plus chers.

Le laboratoire new-yorkais des années 80 sert dans une certaine mesure de mythe fondateur de la diplomatie d'une partie de l'administration Trump. Dans ce cadre mental, les ruines de Gaza ou d'Ukraine peuvent s'envisager comme une marchandise immobilière au potentiel commercial considérable.

La complémentarité de fait entre promoteurs, Trump, Witkoff, Kushner d'une part, et destructeurs d'autre part, Vladimir Poutine ou Benjamin Netanyahu ne saurait ainsi être réduite à un vague complot mené au hasard des rencontres diplomatiques. Loin d'être préméditée, c'est une opportunité produite par les circonstances apportant un nouveau cadre de coopération mondialisé dans la division du travail politique. Elle correspond à une convergence des fonctions de l'enrichissement et des fonctions de violence, selon la distinction produite par Ibn Khaldûn¹⁴, dans un contexte de mondialisation.

L'affaire du *Park Lane Hotel*, qui présente quelques similitudes avec le cas du *666th fifth avenue*, illustre cette rencontre des intérêts d'élites parvenues aux limites critiques de leurs capacités d'action respectives, et amenées à collaborer de ce fait. Après avoir fait l'acquisition du *Park Lane Hotel* en 2013, hôtel de luxe new-yorkais, Steve Witkoff est confronté à des difficultés judiciaires, et ne parvient pas à vendre le bien, pour lequel il s'est endetté à hauteur de 267 millions US\$¹⁵.

Selon une séquence familière, l'embargo imposé au Qatar en 2017 va inciter les autorités du pays à recruter, par le biais de son ambassade aux États-Unis, le cabinet de conseil *Stonington Strategy*, afin de se rapprocher de proches de Donald Trump. Selon le *New York Times*, Steve Witkoff et son fils Zach ont par cet intermédiaire rencontré le Sheikh Mohammed ben Hamad al-Thani, frère de l'émir, à la fin de l'année 2017¹⁶. En 2018, le *Qatar Investment Authority* aurait, selon cette même source, proposé d'investir par le biais d'*Apollo Global Management*, également connu désormais, dans des opérations immobilières avec le *Witkoff Group*.

¹⁴ Gabriel Martinez-Gros, *L'Empire islamique, VIIe-XIe siècle* (Paris : Passés composés, 2019).

¹⁵ Debra Karim et Bradley Hope, « When Mideast Envoy Pitched Peace, His Son Pitched Investors », *The New York Times*, 5 octobre 2025, <https://www.nytimes.com/2025/09/26/business/witkoff-son-qatar-gaza.html>. Le fonds souverain d'Abu Dhabi, Mubadala, était co-proprétaire de l'immeuble.

¹⁶ *Ibid.*

C'est ainsi qu'en 2022, *Apollo Global Management* investit avec la société de la famille Witkoff dans le projet *The Brook*, complexe de résidence de luxe à Brooklyn. En 2023, le *Qatar Investment Authority* rachète le *Park Lane Hotel* pour 623 millions US\$. Enfin, en mai 2025, dans le contexte des opérations militaires à Gaza et de discussions diplomatiques impliquant Steve Witkoff, l'*Apollo* investit 100 millions US\$ dans un nouveau projet du *Witkoff Group*, *the Belgrove*, situé à Palm Beach. Là encore, en dehors de la dernière opération, c'est après le départ de Donald Trump que la plupart des investissements furent effectués. Ce sens de la prudence semble désormais s'estomper au profit d'une attitude de plus en plus assumée.

La meilleure illustration de ce dernier phénomène est peut-être fournie par les deux fils du président, Donald Jr et Eric Trump, associés par ailleurs au fils de Steve Witkoff, Zach, au sein de *World Liberty Financial*.

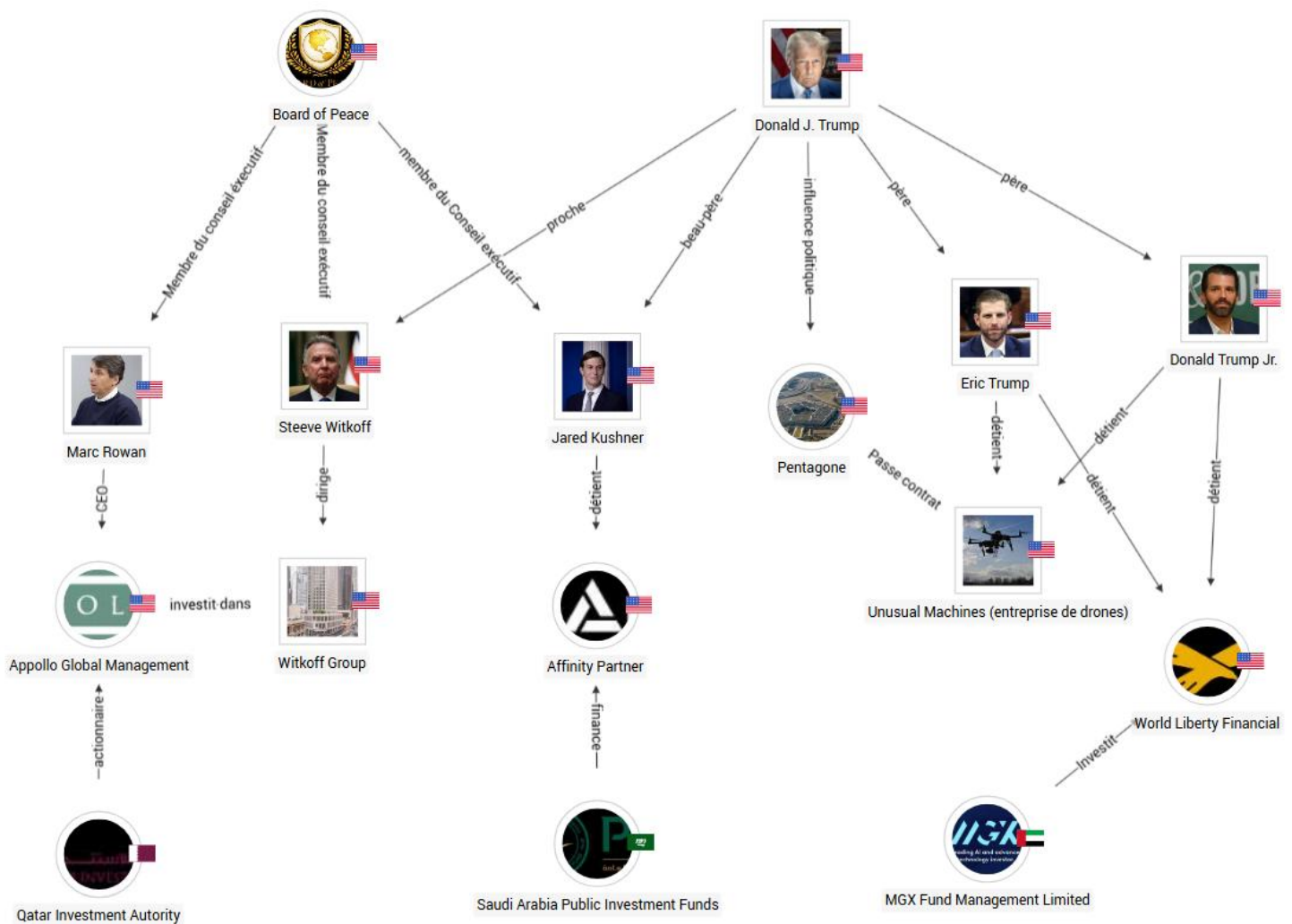


Figure 1 : partenariats d'affaires entre proches de Donald Trump et pays du Golfe.

DONALD JR ET ERIC TRUMP : DE DÉSINVOLTES PRINCES ENTRE IMMOBILIER ET INDUSTRIES ÉMERGENTES

Il semble exister chez les fils de Donald Trump une sorte d'allégresse à utiliser l'image familiale et celle des États-Unis à des fins lucratives. Ce qui n'est pas sans lever quelques interrogations sur les risques suscités pour la sécurité du pays ou le respect des lois étatsuniennes au regard de certains de leurs partenaires d'affaires.

Parmi les plus notables doivent être mentionnés le madré Sheikh Tahnoon ben Zayed al-Nahyane, frère de Mohammed ben Zayed, ou des barons de la cryptomonnaie tels que Justin Sun ou Changpeng Zhao, l'un et l'autre en délicatesse avec la justice étatsunienne avant de voir les procédures à leur encontre suspendues ou allégées après la seconde élection de Donald Trump¹⁷.

Depuis la réélection de Donald Trump, Eric et Don Jr. ont vu leur fortune multipliée par dix selon l'estimation la plus basse. Entre fin 2024 et septembre 2025, la fortune personnelle de Don Jr est passée selon Forbes de 50 à 500 millions US\$¹⁸. Quant à Eric, les estimations varient de 250 millions à plus d'un milliard US\$ accumulés dans le même laps de temps¹⁹. Auparavant impliqués dans différentes entreprises de leur père, trois activités, parmi bien d'autres, doivent en particulier être mentionnées à leur sujet : *World Liberty Financial*, *Unusual machines* et *Powerus*. Des cryptomonnaies aux drones, les investissements des frères Trump semblent suivre les évolutions géopolitiques de leur temps, avec opportunisme et une remarquable capacité de mutation.

Spéculation sur le dollar : World Liberty Financial

De leur propre aveu, l'essentiel de la récente fortune des frères Trump tire son origine des cryptomonnaies²⁰.

Fondée en septembre 2024, *World Liberty Financial* est une société émettrice de jetons générés à partir de la *Blockchain Ethereum* (USD1), actif ayant la particularité d'être un

¹⁷ Justin Sun, fondateur de la *blockchain* TRON et investisseur de la première heure de *World Liberty Financial*, est depuis entré en conflit judiciaire avec la famille Trump. Changpeng Zhao a lui fait l'objet de la « clémence » présidentielle.

¹⁸ Kyle Khan-Mullins, « How Donald Trump Jr's Fortune Jumped Six-Fold In A Year », *Forbes*, 8 décembre 2025, <https://www.forbes.com/sites/kylemullins/2025/12/08/how-donald-trump-jrs-fortune-jumped-six-fold-in-a-year/>.

¹⁹ Kyle Khan-Mullins, « Eric Trump Has Gotten 10 Times Richer Since Dad's Election », *Forbes*, 4 décembre 2025, <https://www.forbes.com/sites/kylemullins/2025/12/04/eric-trump-has-gotten-10-times-richer-since-dads-election/>.

²⁰ *Ibid.*

« *stablecoin* ». Ces derniers, en fixant leur valeur sur le cours d'autres actifs plus stables, sont réputés plus sûrs que d'autres actifs issus de protocoles *Blockchain*. L'USD1 émis par *World Liberty Financial* est adossé à la valeur du dollar US. À sa fondation, la société a bénéficié d'investissements massifs de la part d'acteurs majeurs de l'univers des cryptomonnaies, telles que *Binance*, dirigée par Changpeng Zhao, ou Justin Sun, fondateur de la Blockchain *Tron*. Donald Trump lui-même est co-fondateur de la société. *World Liberty Financial* a émis un « *gold paper* » sur lequel l'effigie de Donald Trump se trouve en page de garde et sur chacune des pages²¹.

Les 500 millions US\$ investis en janvier 2025 par *Aryam Investment*, détenus par le Sheikh Tahnoon ben Zayed al-Nahyan, frère de l'émir émirati et très technophile « *maître-espion* » des Émirats arabes unis, rendent l'entreprise particulièrement digne d'attention²² ²³. Cet investissement ferait du conseiller à la sécurité émirati le détenteur de 49 % des parts de la société. 187 millions US\$ auraient été en outre directement versés à des entités apparentées à Donald Trump à la signature du contrat²⁴.

Non content de cette première initiative, en mai 2025, le fonds émirati *MGX Fund Management Limited*, dirigé par le même Sheikh Tahnoon annonce le premier mai l'achat à la plateforme de la famille Trump pour deux milliards US\$ de son *stablecoin* USD1 afin de conclure un accord avec la plateforme *Binance*²⁵. L'affaire prend un tournant plus étrange encore quand quelques jours plus tard, est signé un accord autorisant l'exportation depuis les États-Unis vers les Émirats arabes unis d'un premier stock de 500 000 puces *Nvidia* H100, et plusieurs millions pour les années suivantes²⁶. Plus spécifiquement, ces licences d'exportation portent sur la société G42, autre créature du Sheikh Tahnoon. Or, suite à l'adoption du *Chips and Science Act*, adopté en octobre 2022, l'administration Biden avait étendu les restrictions

²¹ « Gold Paper », *World Liberty Financial Docs*, <https://docs.worldlibertyfinancial.com/resources/gold-paper>.

²² « S.Res.243 - 119th Congress (2025-2026): A resolution condemning the financial entanglements of World Liberty Financial, Inc. with President Donald J. Trump, the Trump family, and the Trump Administration », *Congress.Gov*, 2026, <https://www.congress.gov/bill/119th-congress/senate-resolution/243/text>.

²³ « Abu Dhabi royal bought big stake in Trump family crypto venture », *Financial Times*, consulté le 14 juin 2026, <https://www.ft.com/content/188bc9f1-cb43-4b04-a548-79805153a20b?syn-25a6b1a6=1>.

²⁴ Garrett Downs, « United Arab Emirates' "Spy Sheikh" bought secret stake in Trump crypto company: WSJ », *CNBC*, 1 février 2026, <https://www.cnbc.com/2026/02/01/spy-sheikh-stake-trump-crypto.html?msockid=2bd192afa8926119359184bba9b36085>.

²⁵ Federico Maccioni, « Trump's stablecoin chosen for \$2 billion Abu Dhabi investment in Binance, co-founder says », *Reuters*, 1 mars 2025, [https://www.reuters.com/world/middle-east/wlfs-zach-witkoff-usd1-selected-official-stablecoin-mgx-investment-binance-2025-05-01/#:~:text=Reuters-WLF's%20Zach%20Witkoff%3A%20USD1%20selected%20as%20official,for%20MGX%20investment%20in%20Binance&text=DUBAI%2C%20May%201%20\(Reuters\),co%2Dfounder%20said%20on%20Thursday](https://www.reuters.com/world/middle-east/wlfs-zach-witkoff-usd1-selected-official-stablecoin-mgx-investment-binance-2025-05-01/#:~:text=Reuters-WLF's%20Zach%20Witkoff%3A%20USD1%20selected%20as%20official,for%20MGX%20investment%20in%20Binance&text=DUBAI%2C%20May%201%20(Reuters),co%2Dfounder%20said%20on%20Thursday).

²⁶ Karen Freifeld et Hadeel Al Sayegh, « US close to letting UAE import millions of Nvidia's AI chips, sources say », *Reuters*, 14 mars 2025, <https://www.reuters.com/business/finance/us-close-letting-uae-import-millions-nvidias-ai-chips-sources-say-2025-05-14/>.

à l'export des puces *Nvidia* les plus avancées aux pays arabes du Golfe, identifiées comme relais potentiels de ces puces stratégiques vers la République populaire de Chine²⁷. Indispensable aux progrès de l'IA et à ses applications civiles et militaires, une telle opération profiterait à *Nvidia* et à son écosystème tout en entamant le monopole américain en matière de semi-conducteurs les plus avancés.

A ce premier motif de préoccupation peut s'ajouter l'adoption à l'été 2025 du *Genius Act*, légalisant l'usage des cryptomonnaies à la condition d'adosser les actifs en US\$ ou en bons du Trésor américain, c'est-à-dire en titres de dette américaine²⁸. Ces derniers, les fameux « *T-bills* » sont massivement détenus par des acteurs publics et privés hors des États-Unis, et ont permis depuis des décennies de convertir l'épargne mondiale en source de financement de la dette étatsunienne. Par cette mesure, Donald Trump lie l'attractivité des investisseurs mondiaux pour les actifs libellés en cryptomonnaies à une ressource majeure du financement de cette même dette. Non seulement il légalise une activité émergente dans laquelle ses fils et lui-même se sont positionnés, mais se fait également régulateur, et anéantit du même coup nombre de concurrents sur le marché émergent des cryptomonnaies incapables de payer un tel coût à l'entrée sur ce marché. Il écarte du reste, il est vrai, nombre de spéculateurs peu recommandables de ce marché à risques. Comme il l'a déjà montré, Donald Trump, en dépit de fréquents panégyriques de la liberté sans restriction, n'est pas un libertarien.

Mais plus important encore, il associe ici, non sans habileté, le symbole du privilège américain à une marque familiale, spécialisée dans l'émission d'un titre conforme au nouveau règlement et attractif. L'USD1 aurait atteint en un an 4,5 milliards de capitalisation, soit la croissance la plus rapide enregistrée pour un *stablecoin*²⁹. Par l'intermédiaire de *World Liberty Financial*, l'émission de dette nationale assure donc une rente familiale au clan Trump. Dans son conflit avec l'ancien directeur de la Fed, Jerome Powell, Donald Trump avait rejeté l'idée d'une

²⁷ Ahmed Hassan Ismail, « [Saper l'accès des États du Golfe aux puces Nvidia. Une alerte dans la progression de l'intelligence artificielle arabe] », *Al-Jazeera*, 6 août 2024, <https://www.aljazeera.net/tech/2024/6/8/%D8%AA%D9%82%D9%88%D9%8A%D8%B6-%D9%88%D8%B5%D9%88%D9%84-%D8%AF%D9%88%D9%84-%D8%A7%D9%84%D8%AE%D9%84%D9%8A%D8%AC-%D8%A5%D9%84%D9%89-%D8%B4%D8%B1%D8%A7%D8%A6%D8%AD-%D9%86%D9%81%D9%8A%D8%AF%D9%8A%D8%A7>.

²⁸ « Fact Sheet: President Donald J. Trump Signs GENIUS Act into Law », *The White House*, 18 juillet 2025, <https://www.whitehouse.gov/fact-sheets/2025/07/fact-sheet-president-donald-j-trump-signs-genius-act-into-law/>.

²⁹ Cointelegraph, « BIG: "USD1 launched less than a year ago and already hit \$4.5B in circulation, making it the fastest-growing stablecoin ever." - Zach Witkoff », X, 7 mai 2026, <https://x.com/Cointelegraph/status/2052435813892264263> ; « Le stablecoin USD1 atteint une circulation de 4,5 milliards de dollars en moins d'un an », *Phemex News*, 7 mai 2026, <https://phemex.com/fr/news/article/usd1-stablecoin-reaches-45-billion-circulation-in-under-a-year-79622>.

monnaie numérique de banque centrale, à l'image de l'Euro numérique. Le contrôle présidentiel sur l'institution monétaire s'en voit ainsi considérablement accru.

Unusual Machines et Powerus

Enfin, dernier élément de cet inventaire, l'intérêt porté par les frères Trump à l'industrie des drones militaires doit être signalé. En novembre 2024, Don Jr entre au conseil d'administration d'une société de fabrication de drones militaires récemment créée, *Unusual Machines*, dont le cours en bourse bondit suite à l'annonce. Répondant à cette promesse de prospérité, en octobre 2025, la société remporte un contrat substantiel avec le Pentagone³⁰. En mai dernier, le cours de l'action d'*Unusual machines* accuse une nouvelle hausse de 65 % à la faveur de potentiels accords avec le Pentagone, soit une croissance cumulée de 189 % sur un an³¹. Par ailleurs, en mars dernier, une société de gestion de terrains de golf dont Eric et Don Jr Trump sont actionnaires, *Aureus Greenway Holding* annonçait sa fusion avec la société *Powerus*, anciennement *AGH*, et dans laquelle investiront les fonds *Américan Ventures*, détenu par les frères, et la société *Unusual machines*.

Cette société créée en 2025 par des vétérans américains compte un vétéran de l'armée israélienne à son *Board* et a récemment recruté des généraux de premier plan tels que l'ancien *Chairman of Joint Chiefs of Staff* CQ Brown Jr. Ou le Général Keith Kellogg. Forte de ces nombreux atouts, elle serait également susceptible de remporter de nouveaux contrats avec le Pentagone. Bien entendu, les cours boursiers et la signature de contrats ne sauraient être dissociés des événements militaires entre Iran, Israël et États-Unis, notamment. Si l'annonce du cessez-le-feu et de la réouverture du détroit d'Ormuz a marqué une chute des cours à l'ouverture des marchés le 15 juin dernier, cet accord précaire fut unilatéralement décrété terminé par le président Trump et ne saurait constituer une perspective définitive.

De manière significative, un des fonds d'investissement utilisé par les deux frères, *1789 Capital*, revendique le projet de financer « *le prochain exceptionnalisme américain* » et des projets « *aux valeurs conservatrices* » ou relevant « *d'un capitalisme patriotique* ». Cette politisation du discours entrepreneurial est un autre signe de cette interpénétration des domaines publics et privés au sein de la famille Trump. Mais c'est bien l'opportunisme et les opportunités suscitées par les transformations géopolitiques et économiques qui semblent

³⁰ « Trump Jr-linked drone company wins Pentagon contract », *Financial Times*, consulté le 15 juin 2026, <https://www.ft.com/content/4cedc140-4a02-4ab6-9f78-93dd8c51aeef?shareType=nongift&syn-25a6b1a6=1>.

³¹ « Unusual Machines Inc (UMAC) », *Investing.com*, consulté le 15 juin 2026, <https://fr.investing.com/equities/unusual-machines> ; Spencer Kimball, « Unusual Machines and other drone stocks surge on report Pentagon considering stakes in the industry », *CNBC*, 28 mai 2026, <https://www.cnbc.com/2026/05/28/drone-stocks-unusual-machines-donald-trump-equity-stake.html?msockid=2bd192afa8926119359184bba9b36085>.

guider les choix des deux frères. À travers *World Liberty Financial*, les frères Trump spéculent pour ainsi dire sur la capacité du dollar à conserver son statut de monnaie de réserve universelle. Comme le montre l'investissement du Sheikh Tahnoun, cette possibilité de diversification semble également séduire les familles princières du Golfe, historiquement actrices centrales de la suprématie du dollar, à travers le système des pétrodollars³². Avec les entreprises de drones, ils spéculent sur l'extension de conflits armés en cours ou à venir et les commandes publiques suscitées par ces conflits.

Face aux élections de mi-mandat et suite aux conséquences dévastatrices de la guerre sur l'économie mondiale, Donald Trump a semblé ici contraint de trouver une perspective permettant la fin des hostilités et la réouverture du détroit. La conservation du pouvoir politique demeure la condition première de ce pouvoir immense dans le domaine économique.

Mais pour autant, il existe une dimension presque quantique, ou du moins ubiquitaire des intérêts de la famille Trump, dont l'accès à la puissance présidentielle permet de tirer le meilleur parti de chaque situation. Ainsi, la sixième clause du protocole d'accord de cessez-le-feu en quatorze points signé le 17 juin entre États-Unis et Iran – qui serait désormais révolu – prévoyait un plan de 300 milliards destinés à reconstruire la République islamique d'Iran. Si les détails de ce plan n'ont pas été communiqués à ce jour, la présence de Steve Witkoff et de Jared Kushner lors des négociations du Lac Lucerne, en Suisse, tenues le 21 juin destinées à définir les termes d'un accord définitif, et lors de nombreuses négociations passées, laissent entrevoir la possibilité d'intégrer *Affinity Partners* et ses soutiens du Golfe au processus de reconstruction. Soit, de nouveau, en positionnant les intérêts privés du gendre de Donald Trump.

CONCLUSION : POINT DE NON-RETOUR ET CODÉPENDANCE AVEC LES PAYS DU GOLFE

Au regard d'une telle manifestation d'*hybris*, une première constatation ne peut que frapper l'esprit : Donald Trump, lui-même impliqué dans d'autres importantes affaires de ce type, comme ses proches, s'expose à d'immenses représailles judiciaires pour les faits évoqués ci-dessus en cas d'alternance politique. Bien évidemment conscients et avertis de ce risque, ils

³² Mis en place à l'époque d'Henry Kissinger, celui-ci repose sur l'idée du transfert de l'épargne des pétromonarchies vers le système financier américain, à partir de contrats pétroliers ou gaziers systématiquement libellés en US\$.

ne semblent pourtant guère s'en prémunir, et au contraire, persévèrent dans cette logique avec ostentation.

De nombreux idéologues proches de Donald Trump, tels que David Sacks ou Peter Thiel sont de fervents défenseurs d'une réduction drastique des pouvoirs de l'État et des adversaires de la démocratie, devenue un obstacle à l'exercice de la liberté selon ce dernier³³. S'il est exclu d'avoir toute certitude concernant les intentions de Donald Trump à ce sujet comme sur d'autres, celui-ci et ses proches sont ici engagés à un point de non-retour. Cette situation est politiquement des plus dangereuses.

« *Vous vivez comme des tyrans, qui ne peuvent abdiquer sans danger* », aurait dit Périclès aux Athéniens durant la Guerre du Péloponnèse, selon le récit de Thucydide. En évitant toute glose sur le qualificatif vague et subjectif de « *tyran* », la deuxième partie de la sentence pourrait s'appliquer à la lettre à Donald Trump, à ses fils Eric et Donald Jr., à son gendre Jared Kushner et au vieil ami Steve Witkoff.

Concernant la politique étatsunienne au Moyen-Orient, cette confusion entre logiques privées et domaine public fait apparaître une très dangereuse relation de codépendance entre le clan présidentiel, Israël et les familles régnautes au sein des pétromonarchies. Donald Trump a besoin des transferts d'épargne venus du Golfe vers l'économie étatsunienne pour les secteurs de la technologie de pointe notamment, particulièrement gourmands en investissements, et Israël ainsi que les pays de la péninsule arabique vivent sous la menace de l'Iran, de ses *proxys*, et désormais de sa capacité à bloquer le détroit d'Ormuz. Chacun de ces pays espèrent par ailleurs accueillir les projets les plus innovants produits par l'industrie technologie étatsunienne, dans laquelle ils investissent. Les accords conclus à titre privé par les proches de Donald Trump s'inscrivent dans ce cadre de négociations, et au sein d'un jeu diplomatique accordant une place centrale aux relations interpersonnelles.

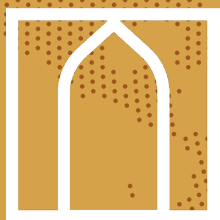
Cette relation des plus toxiques repose sur la mise en concurrence de ces États et de leurs puissants fonds souverains dans une logique transactionnelle très asymétrique, pour l'accès à l'influence, à la technologie et la continuité des garanties sécuritaires. Or, ces dernières suscitent bien des interrogations. Cumulés aux insultes des plus gratuites et non-nécessaires proférées par le président Trump à l'encontre de Mohammed ben Salmane, ces « *deals* » peu concluants sont susceptibles d'accroître les distances prises par l'Arabie saoudite vis-à-vis de l'axe Washington-Tel Aviv-Abu Dhabi.

³³ Peter Thiel, « The Education of a Libertarian », *Cato Unbound*, 13 avril 2009, <https://www.cato-unbound.org/2009/04/13/peter-thiel/education-libertarian/>. Texte reproduit dans Giuliano da Emploi (dir.), « L'Empire de l'ombre Guerre et terre au temps de l'IA », *Le Grand Continent* Vol. 4 (Gallimard, 2025).

Si enfin la délimitation entre hémisphère Ouest et hémisphère Est, dans ce partage du monde avec la Chine demeure donc des plus floues, il peut être utile de questionner la perception de cette dernière concernant sur la monétisation très visible du pouvoir présidentiel étatsunien et de sa diplomatie personnelle. Le Parti communiste chinois (PCC) exalte à l'inverse une vertu sans restriction de ses cadres, à travers une interminable campagne anticorruption, d'ailleurs très questionnable dans ses objectifs et ses résultats. Le PCC pourra envisager de tirer parti de cette vulnérabilité manifeste, comme elle le fit d'ailleurs naguère avec Hunter Biden, en proposant à ce dernier d'être associé au comité exécutif d'un fonds d'investissement lié au pouvoir chinois³⁴.

³⁴ Patrick Reilly, « Hunter Biden admits to judge he made money from China, contradicting dad's claims », *The New York Post*, 27 juillet 2023, <https://nypost.com/2023/07/27/hunter-biden-admits-to-judge-he-made-money-from-china-contradicting-dads-claims/>.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.